Le Grain de sable

N° 419 – Mardi 22 avril 2003

IMPERIALISME

Dans ce numéro



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Main basse sur la planète » ATTAC Romans - http://www.attac.info/g8evian

La tour de Babel : se grimer ou s'enfermer dans un placard

Par Sous-Commandant Marcos
Traduction. Coorditrad traducteurs bénévoles (*)

XXIème siècle. Le siècle nouveau confirme et au delà la vocation du siècle précédent : les propositions politiques se fondent sur la domination ou sur l'exclusion de l'autre. Qu'y-a-t-il de nouveau ? Comme auparavant, on recourt aujourd'hui à la guerre, au mensonge, à la simulation, à la mort. Le pouvoir répète la même histoire et tente de nous convaincre que désormais il remplira sa page d'écriture en s'appliquant.

Le projet mondial du néolibéralisme n'est rien de plus qu'une réédition de la tour de Babel. Selon le récit de la Genèse, dans leur volonté obstinée d'atteindre les hauteurs, les hommes s'entendent sur un projet extraordinaire : construire une tour si haute qu'elle

atteindra le ciel. Le dieu des chrétiens châtie leur arrogance par la diversité. Parlant désormais des langues différentes, les hommes ne peuvent plus continuer l'édification de la tour et se dispersent.

Le néolibéralisme s'attaque à la même tâche, mais non pas pour atteindre un ciel improbable, mais pour se défaire une fois pour toutes de la diversité, qu'il considère comme une malédiction, et pour assurer le pouvoir qu'il ne sera plus menacé. Le besoin d'éternité apparaît, dès le début de l'histoire écrite, avec ceux qui sont « le pouvoir ».

La tour de Babel néolibérale ne s'entreprend cependant pas dans le but d'arriver à l'homogénéité nécessaire à sa construction. L'égalité qui détruit l'hétérogénéité est en fait une égalité alignée sur un modèle. « Soyons pareils à cela », nous dit la nouvelle religion de l'argent. Les hommes ne ressemblent plus à eux-mêmes, ni les uns aux autres, mais à un schéma imposé par celui qui « hégémonise », celui qui commande, qui se trouve au sommet de cette tour qu'est le monde moderne. En bas se trouvent tous les gens qui diffèrent. Et l'unique égalité existant dans les étages inférieurs est le renoncement à la différence ou bien le choix d'une différence qui a honte d'elle même.

Le nouveau dieu de l'argent reprend la malédiction primitive, mais de façon inverse : que soit condamné celui qui est différent, l'Autre. Dans le rôle de l'enfer : la prison et le cimetière. Le boom des bénéfices des grandes entreprises transnationales est accompagné par la prolifération des prisons et des cimetières .

Dans la nouvelle tour de Babel, la tâche commune est l'allégeance à celui qui commande. Et celui qui commande le fait seulement parce qu'il compense le manque de raison par l'excès de force. L'ordre est que toutes les couleurs se griment pour adopter la couleur terne de l'argent , ou bien qu'elles ne se dévoilent que dans l'obscurité de la honte. Le maquillage ou le placard. Cela vaut également pour les homosexuels, les lesbiennes, les migrants, les musulmans, les indigènes, les gens « de couleur » , les hommes, les femmes, les jeunes, les vieux, les inadaptés et tous ceux qui sont autres, quel que soit leur nom, en tout lieu du monde.

C'est cela, le projet de la mondialisation : faire de la planète une nouvelle tour de Babel. Dans tous les sens du terme. Homogène dans sa façon de penser, dans sa culture, dans son modèle. Homogénéisée par qui n'a pas la raison mais la force.

Dans la tour de Babel de la préhistoire, l'unanimité était possible grâce à une parole commune (un même langage) . Dans l'histoire néolibérale, le consensus s'obtient par la force, les menaces, l'arbitraire, la guerre.

Puisque vivre dans le monde implique de cohabiter avec celui qui est différent, nous n'avons de choix qu'entre dominer ou être dominé. Mais la sphère des dominants est pleine et la qualité de dominant héréditaire. Au contraire, il y a toujours de la place chez les dominés : pour y entrer il suffit de renier sa différence ou de la cacher.

Il existe pourtant des différents qui veulent le rester. Pour les habitants de la tour qui ne se trouvent pas à son sommet, il est plusieurs manières d'affronter ces « inadaptés » : par la condamnation ou l'indifférence, le cynisme ou l'hypocrisie. Dans les lois de la tour néolibérale, accepter la différence est un délit sanctionné. Le seul chemin autorisé est la soumission.

A l'époque moderne, l'Etat national est un chateau de cartes face au vent néolibéral. Les classes politiques locales jouent à décider souverainement de la forme et de la hauteur de la construction, mais le pouvoir économique a cessé depuis longtemps de s'intéresser à ce jeu-là et laisse les hommes politiques locaux et leurs partisans s'amuser.. avec un jeu de cartes qui ne leur appartient pas. Après tout, c'est la construction de la nouvelle tour de Babel qui est intéressante, et tant que ne manquent pas les matériaux de construction (c'est-à-dire des territoires détruits et repeuplés par la mort), les contremaîtres et les commissaires des politiques nationales peuvent continuer leur spectacle (sans aucun doute le plus cher au monde et celui dont le public est le plus clairsemé).

Dans la nouvelle tour, l'architecture est la guerre faite au « différent », les pierres sont nos propres os et le mortier est notre propre sang. Le grand assassin se dissimule derrière le grand architecte (qui ne se donne pas le nom de « Dieu » parce qu'il ne veut pas pêcher par fausse modestie).

Dans le récit de la Bible, le dieu chrétien châtie l'arrogance des hommes en leur imposant la diversité. Dans l'histoire moderne du pouvoir, dieu n'est rien de plus que l'agent de relations publiques de la guerre (qui n'est moderne que par le nombre de morts et le volume de destruction qu'elle réclame à chaque minute).

II – LA GEOGRAPHIE DES MOTS

Il n'est pas très important de savoir si la préhistoire s'est terminée il y a trois ans ou vingt siècles. Tout en haut, ceux qui incarnent le pouvoir et le destin s'acharnent à nous convaincre que l'histoire se répète, quoi qu'en dise le calendrier. Anihiler l' « autre » est une mode toujours renouvelée. Bien que par nature il n'y ait rien de différent entre les catapultes de l'Empire Romain et les « bombes intelligentes » de Bush, l'avancée technologique fonctionne de nos jours comme le nouvel aumônier des troupes d'occupation (elle humanise ce qui demeure un crime à distance) et sa mise en scène spectaculaire (les bombardements à la télévision deviennent un divertissement pyrotechnique « fascinant » - CNN dixit-).

Peu importe que nous nous en rendions compte ou non, le pouvoir construit et impose une nouvelle géographie des mots. Les noms sont les mêmes, mais ce qu'ils désignent a changé.

C'est ainsi que l'erreur devient doctrine politique et la vérité devient hérésie. Le « différent » devient maintenant le « contraire », l' « autre » est l' « ennemi ». La démocratie est l'unanimité dans l'obéissance. La liberté se limite à celle de choisir la façon de cacher notre différence. La paix est la soumission passive. Et la guerre est maintenant une méthode pédagogique d'enseignement de la géographie.

Où les raisons manquent, les dogmes pullulent. Le dogme renforce d'abord la cause, il la déforme ensuite et la convertit en destin. Dans la longue-vue du pouvoir, l'horizon est toujours le même, immuable et éternel. La lentille du pouvoir est un miroir. Le « différent » sera toujours inattendu et à l'inattendu on opposera toujours la peur. Et la peur sera toujours fortement présente dans le dogme, afin d'écraser ce qui est inattendu. Dans la longue-vue du pouvoir, le monde est plat, sale et délavé .

Si l'on ne peut se souvenir d'un homme d'Etat pour son oeuvre humanitaire, alors que ce soit pour ses crimes. C'est ainsi que l'histoire du pouvoir se répète : les « hommes illustres » d'hier se parent aujourd'hui de toutes leurs bassesses et leurs rancoeurs. Les « illuminés de Dieu » d'aujourd'hui seront les hérétiques de demain.

Les mots changent et les images aussi. Auparavant, le dogme se faisait pierre dans la géographie des statues, afin d'honorer ses fanatiques. Aujourd'hui, c'est sur la couverture des revues, des quotidiens et des journaux télévisés et radiophoniques que le dogme se perpétue dans la section « périodiques » , et qu'il s'assure de servir d'alibi à ceux qui perpétuent les cauchemars fondamentalistes.

Dans la théorie moderne de l'Etat, les êtres humains naissent différents. Leur incorporation à la société se fait par un processus d'éducation qui ferait l'envie de la maison de redressement la plus cruelle. L'effort de l'ensemble de l'appareil de l'Etat vise à « égaliser » cet être humain, c'est-à-dire à l'homogénéiser sous l'hégémonie de celui qui a le pouvoir. Le degré de réussite sociale se mesure alors à la proximité ou à l'éloignement du modèle. Homogénéiser ne signifie pas que nous soyons tous pareils, mais que nous tentions tous de nous assimiler à ce modèle. Et ce modèle est construit par celui qui détient le pouvoir. L'hégémonie ne signifie pas seulement que quelqu'un détienne le pouvoir, mais qu'en plus nous nous efforcions tous de lui obéir.

Voilà ce qu'est l'homogénéité. Nous n'avons pas tous les mêmes richesses (sans même parler du fait que certains détiennent leurs richesses aux dépens de beaucoup d'autres) ; nous n'avons pas les mêmes chances, mais nous avons bien tous le même maître et la même volonté de lui obéir (une autre façon de dire de « le servir).

Quand on fait une similitude entre la société et la famille, et que l'on nous dit qu'il faut des règles pour cohabiter, on « oublie » que le problème, c'est justement « ces » régles particulières. Ici, les mots changent de géographie, ils ne signifient plus ce qu'ils signifiaient par eux-mêmes, mais ce que les gens au pouvoir veulent qu'ils disent.

A un certain moment de l'histoire moderne, la légalité supplée la légitimité ; quand la légalité est détruite par ceux d' « en haut », ce sont les lois qu'il faut adapter. Lorsqu'elle est détruite par ceux d' « en bas », les lois au contraire doivent être appliquées... il s'agit de châtier leur absence d'exécution.

III – LA GEOGRAPHIE DU POUVOIR

Dans la géographie du pouvoir, on ne naît pas dans une partie du monde, mais plutôt avec la possibilité ou non de dominer une ou l'autre partie du globe. Si autrefois le critère de supériorité était l'appartenance à la race, aujourd'hui c'est la géographie. Par ceux qui habitent au nord, on entend ceux qui habitent non pas le nord géographique mais le nord social, c'est-à-dire ceux du « dessus ». Ceux qui vivent au sud sont « en dessous ». La géographie s'est simplifiée : il y a un haut et en bas. Le haut est étroit et ne peut contenir que quelques élus. Le bas est si vaste qu'il s'étend à toute la planète et peut contenir toute l'humanité.

Dans la tour de Babel moderne une société est dite supérieure si elle en conquiert d'autres, et pas si elle abrite davantage de progrès scientifiques, culturels, artistiques, de meilleures conditions de vie, une meilleure coexistence.

A l'époque moderne, le pouvoir mène de multiples guerres de conquête. Je ne dis pas « multiples » dans le sens de « nombreuses » mais dans le sens de « en de nombreux lieux et selon de nombreuses formes ». Ainsi, les guerres mondiales sont aujourd'hui plus mondiales que jamais. Car si le vainqueur continue à être unique, les vaincus sont maintenant nombreux et se trouvent partout.

Par l'argument des bombes on adjuge les espaces : les lanceurs de bombes sont au nord, en « haut » de la tour ; ceux qui les reçoivent sont « en bas », au sud.

Mais ce ne sont pas les bombes qui modifient la géographie. Les bombes modifient la répartition de la géographie, son domaine. Ainsi, dans cet espace limité par des points et des traits, aujourd'hui l'un domine, et demain ce sera un autre. C'est ce que l'on appelle « géopolitique ». En réalité les cartes géographiques ne montrent pas les richesses naturelles, les personnes, les cultures, les histoires, mais celui ou ceux qui en sont les maîtres.

Pour le puissant, l'humanité entière est un enfant, qui peut être docile ou rebelle. Les bombes rappellent à l'enfant humain l'avantage d'être l'un et l'inconvénient d'être l'autre.

Aujourd'hui, voilà que les civils en Irak, les hommes, les enfants, les femmes, les vieillards, ont quelque chose en commun avec le prospère entrepreneur américain. Ce dernier fabrique les missiles de croisière, eux les reçoivent. Les armées des Etats Unis et de la Grande-Bretagne ne sont que les aimables préposés des postes qui unissent deux points si éloignés géographiquement. De sorte que nous devons être reconnaissant à des personnes comme Bush, Blair, Aznar, d'avoir pris la peine d'être nés à notre époque. Sans des gens comme eux, la géographie moderne serait impensable.

Mais cette guerre n'est pas contre l'Irak, ou du moins pas seulement contre l'Irak. Elle se fait contre toute tentation , présente ou future, de désobéir. C'est une guerre contre la rebellion, c'est-à-dire contre l'humanité. C'est une guerre mondiale par ses effets, et surtout, par le NON qu'ils provoquent.

IV – LE DESTIN DE POLYPHEME

La guerre de l'axe tragi-comique Bush-Blair-Aznar et leurs machinistes des démocraties occidentales a déjà connu son premier échec. Elle a tenté de nous convaincre que l'Irak est au moyen orient, eh bien non !. Ainsi que le dit tout livre de géographie qui se respecte, l'Irak est en europe, dans l'Union américaine, en Océanie, en Amérique Latine ; dans les montagnes du sud-est mexicain, et dans ce « NON » mondial et rebelle qui dessine une nouvelle carte où la dignité et la honte sont notre foyer et notre drapeau.

Les mobilisations sur toute la planète prouvent, entre autres choses, que ceci est une guerre contre l'humanité.

Si quelqu'un a bien compris que l'Irak se trouve maintennat en tout lieu de la terre, ce sont les jeunes. Quand d'autres regardent une carte et se consolent en mesurant les milliers de km qui séparent Bagdad de leurs propres territoires, les jeunes ont compris que ces bombes (les explosives et celles de la désinformation) ne veulent pas seulement « casser » du territoire irakien, mais aussi le droit à être différent.

Et quand un jeune peint un « NON » sur une affiche, dans un graffiti, sur un cahier, dans une voix, il ne dit pas seulement « Non à la guerre en Irak » il dit aussi « Non à la nouvelle tour de Babel », « Non à l'homogénéisation »,« non à l'hégémonie », parce que les jeunes rebelles peignent avec ce « Non » , et qu'avec ce « Non » à la fois à la main et dans le regard, ils dessinent et imaginent une autre géographie.

Comme le cyclope de la littérature grecque, Polyphème, le pouvoir voit par le seul oeil de la haine de l' « autre ». Il est vraiment très fort, et il paraît invincible. Mais, tout comme à Polyphème, un fantôme nommé « Personne » lui lance un défi .

Quand le puissant se réfère aux autres, avec mépris il les appelle « Personne » Et « Personne » , c'est la majorité de la planète. Si l'argent veut reconstruire le monde comme une tour qui satisfasse son arrogance, le « Personne » qui fait tourner la roue de l'histoire veut aussi un autre monde, mais un monde rond, qui inclue toutes les différences avec dignité, c'est-à-dire avec respect. L'humanité n'aspire pas au ciel mais à la terre.

Et ainsi , « Personne » érode le ciment de la nouvelle tour de Babel.

Parce que la terre est ronde pour tourner.

Dans le monde qui est à faire, à la différence de celui-ci et des mondes antérieurs, dont la fabrication s'attribuait à des dieux variés, quand quelqu'un demandera « qui a fait ce monde ? »la réponse sera « Personne ».

Et pour imaginer ce monde et commencer à le construire, il est nécessaire de voir très loin dans la géographie du temps. Celui qui est « en haut » a la vue courte et se trompe quand il confond un miroir avec une longue-vue. Celui qui est « en bas », « Personne », ne se hisse même pas sur la pointe des pieds pour savoir ce qui va suivre.

Parce que la longue-vue du rebelle ne servent même pas à voir quelques pas devant soi. Ce ne sont qu'un kaléidoscope où les formes et les couleurs, complices avec la lumière, ne sont pas des outils de prophète, mais résultent d'une intuition : le monde,l'histoire, la vie, auront des formes et des façons que nous ne connaissons pas encore, mais que nous désirons. Avec son kaléidoscope, le rebelle voit plus loin que le puissant avec sa longue-vue digitale : il voit le lendemain.

Oui, les rebelles marchent dans la nuit de l'histoire, mais c'est pour arriver au lendemain. Les ombres ne les empêchent pas d'agir maintenant et dans leur géographie locale.

Les rebelles n'essaient pas de procéder à une critique ou de réécrire l'histoire pour en changer les mots et la distribution géographique, ils cherchent simplement une carte neuve où il y ait de l'espace pour toutes les paroles.

Une carte où la différence entre les manières d'énoncer le mot « vie » ne dépende pas de celui qui les dit, mais de la totalité des différentes manières existantes de le prononcer. Parce que la musique ne se compose pas d'une seul note, mais de beaucoup, et que la danse n'est pas seulement le même pas répété jusqu'à l'écoeurement.

Ainsi, la paix sera un concert ouvert de mots et de regards sur une autre géographie.

Depuis l'Irak des montagnes du sud-est mexicain, et en voyant le ciel assombri par les avions et les hélicoptères militaires de l'opération Centinelle,

Sous-commandant insurgé Marcos
Mexico, mars 2003
Grano de Arena 188 – informativo@attac.org

Le Mouvement pour la Paix après l'invasion de l'Irak

Par Felix Kolb et Alcia Swords
Traduction. N. Serrand. Coorditrad traducteurs bénévoles (*)

Le 19 mars 2003 deviendra une date historique. Ce jour là, l'administration Bush a commencé a imposer sa prétention impériale au contrôle de tout le Proche Orient au travers d'une guerre préventive d'agression. Nous ne devrions pas oublier que, quelle que soit l'issue finale, la guerre était illégale et inutile et qu'elle a grandement violé la loi internationale et la Charte des Nations Unies. La propagande des corporations de médias américains a été si efficace dans la manipulation du public américain que même de nombreux opposants à la guerre en Irak ont été surpris que (au moins à ce jour) aucun indice d'armes de destruction massive n'ait été trouvé en Irak. Ou, comme l'a dit Susan Wright, un expert en désarmement de l'Université du Michigan citée dans le journal britannique The Independent : “Cela pourrait être la première guerre de l'histoire qui ait été justifiée en grande partie par une illusion ».

Le dégoût et le scandale sans borne ressentis face à l'invasion anglo-américaine de l'Irak a mené des centaines de milliers de manifestants à protester contre la guerre dans les rues d'Amman, Berlin, Damas, Paris et Mexico, tout comme à Londres, Sydney, New York, San Francisco et Washington. Tandis que nul ne se préoccupait des peuples du monde arabe qui exprimaient leur sentiment de rage impuissante, les manifestations continues et allant même s'intensifiant aux Etats-Unis ont surpris les commentateurs. En général, on se serait attendu à ce que la longue série de manifestations et d'actions aux Etats-Unis prenne rapidement fin dès le début de la guerre. Et, de fait, les sondages d'opinion ont montré une augmentation du soutien public à la guerre peu de temps après son commencement. Mais, à la différence des guerres passées, quand même une grande part des opposants s'est ralliée derrière le président une fois la guerre entamée, une minorité considérable d'américains a résisté à cette impulsion. Contrairement à ce que beaucoup de gens ressentent et pensent ces temps-ci, le fait que les protestations aient continué durant la guerre est une raison d'avoir confiance et n'est que l'un des nombreux éléments indiquant que le mouvement global pour la paix, avec sa force sans précédent, a eu des succès et des conséquences importantes.

Il faut en convenir, le mouvement pour la paix ne pouvait pas empêcher cette guerre d'arriver, bien que nombre d'entre nous aient consacré toute leur énergie et leur temps libre à s'opposer à la guerre pendant de nombreux mois. Aussi épuisés et abattus que nous puissions être, si nous comparons l'objectif majeur du mouvement pour la paix – empêcher cette guerre – avec la cruelle réalité, il semble tout naturel de conclure que le mouvement pour la paix a échoué et que nous avons donc perdu notre temps. Bien qu'implacable de prime abord, cette conclusion est fausse. Il est, bien sûr, évident que le Président Bush et les corporations de médias américains ne feront rien pour contredire cette conclusion dans la mesure où elle est très commode pour eux. Toutefois, afin de vraiment comprendre et d'être en mesure d'apprécier l'impact du mouvement pour la paix, nous avons besoin d'adopter une perspective différente. En premier lieu, nous devons imaginer comment le conflit en Irak se serait déroulé sans les actions du mouvement pour la paix. En second lieu, nous devons nous interroger sur ce que seront les probables conséquences à long terme du mouvement pour la paix.

Raisonner à l'inverse des faits est toujours difficile, mais nous pouvons assez sûrement proposer plusieurs issues possibles en l'absence d'un fort mouvement pour la paix. En premier lieu, Bush n'aurait probablement même pas tenté d'obtenir un mandat des Nations Unies ce qui n'aurait pas ouvert la voie au retour des inspecteurs en armement des Nations Unies. Ce processus a laissé un temps crucial au mouvement pour la paix pour continuer à s'organiser et à se mobiliser. Le rejet de la guerre contre l'Irak à l'échelle mondiale a anéanti les espoirs de l'administration Bush d'obtenir une légitimité internationale en soudoyant des nations pour qu'elles fassent passer une résolution des Nations Unies en faveur d'une invasion. Le rejet global de la guerre a empêché la résolution de guerre d'obtenir la majorité nécessaire au Conseil de Sécurité, comme les manifestations du 15 février l'ont clairement démontré. Sans la pression exercée par les mouvements pour la paix allemands et français en particulier, Schröder et Chirac auraient pu se laisser fléchir et la guerre en Irak aurait pu être légitimée par un mandat des Nations Unies qui aurait été extorqué par les Etats-Unis. Le même argument peut être avancé en ce qui concerne d'autres revirements importants de votes de nations au Conseil de Sécurité des Nations Unies comme le Mexique, le Pakistan ou le Chili.

De plus, il pourrait y avoir des implications de ces protestations à long-terme que nous ne pouvons pas encore mesurer mais que nous ne devrions pas sous-estimer. En particulier, regardons des exemples historiques d'impacts à long-terme de mouvements pour la paix :

- La création de la Ligue des Nations une décennie après les efforts des activistes pour empêcher la Première Guerre Mondiale

- Les négociations pour la réduction des armes nucléaires stratégiques entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. commençant en 1970 après les grandes manifestations anti-nucléaires de la fin des années 50 et du début des années 60

- Le « syndrome américain du Vietnam », répugnance à intervenir militairement, après les protestations massives contre la guerre au Vietnam.

L'actuel mouvement global pour la paix a permis d'élever de manière significative la barrière face aux futures interventions militaires. Nous espérons que cela peut contrecarrer les plans des « inflexibles » néoconservatifs de la Maison Blanche. Au début d'avril, le Secrétaire britannique aux Affaires Etrangères, Jack Straw, a signalé que la Grande Bretagne n'aurait pas la moindre raison de s'associer à quelque action militaire que ce soit contre la Syrie ou l'Iran. Le Premier ministre espagnol Jose Maria Aznar, confronté à une majorité de 91% de son peuple opposée à la guerre, perdra probablement les élections l'an prochain du fait de son soutien au Président Bush et ne sera donc probablement pas disposé à soutenir une autre agression.

Pourtant, nous pourrions n'être toujours pas assez forts pour empêcher l'administration Bush de lancer sa prochaine attaque "préventive" contre la Syrie, l'Iran ou la Corée du Nord. Mais le soutien international aux guerres ultérieures sera encore plus limité qu'il ne l'a été cette fois ce qui renforcera le mouvement américain pour la paix. Comme l'a montré l'Institut d'Etudes Politiques de Washington (IPS), la soi-disant "Coalition des volontaires" n'est composée que de 46 des 191 membres des Nations Unies – représentant 19% de la population mondiale. Or, même parmi les nations de la "Coalition des volontaires", l'opinion publique est opposée de manière écrasante à la guerre en Irak. Bien que nous ne puissions en être sûrs, la prochaine cible la plus probable des Faucons de Washington semble être la Syrie. En ce moment même, les menaces des Etats-Unis pourraient être une stratégie pour forcer la Syrie à ne soutenir aucune résistance publique contre un gouvernement d'occupation militaire dans un Irak re-colonisé de facto. Malheureusement, il est probable qu'une guerre saurait détourner le public américain de la situation économique dévastatrice des Etats-Unis et des problèmes de mise en place d'une liberté américaine en Afghanistan et en Irak. Ou, pour l'exprimer en termes plus crus, en supposant que Bush junior a retenu la leçon de son père, si l'économie américaine ne se remet pas d'ici les deux mois qui viennent, une nouvelle guerre pourrait apparaître comme le seul moyen d'assurer sa/son (ré-)élection en 2004.

Afin d'être prêts à empêcher de nouvelles guerres, il ne suffit pas de rappeler les résultats du mouvement pour la paix mais nous devons aussi nous demander pourquoi celui-ci n'a pas permis d'empêcher la guerre en Irak et quelles sont les leçons à tirer de cette expérience. Il existe une série de raisons fondamentales que nous ne serons probablement pas capables de changer à brève échéance.

- Les bellicistes n'ont même pas hésité à utiliser de fausses preuves pour justifier la guerre. L'un des exemples les plus choquants a été l'information obtenue par la C.I.A. sur de supposées ventes à l'Irak de cinq cents tonnes d'oxyde d'uranium par le Niger. Les faux documents, dont la falsification a été démontrée plus tard par l'Agence Atomique Internationale, ont été présentés à des membres du Comité des Relations Etrangères du Sénat quelques jours avant que le Sénat n'approuve la résolution de guerre.

- Malheureusement, au lieu de poser les questions gênantes, les corporations de médias de masse ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour procurer une large audience à la propagande et aux mensonges de l'administration Bush. Paul Krugman faisait remarquer avec justesse que le soutien de l'opinion publique américaine à la guerre était en grande partie une conséquence de la partialité des médias américains. 71% du public américain croit que Saddam Hussein était impliqué dans les attaques terroristes du 11 septembre et une majorité ignorait qu'aucun des pirates de l'air n'était iraquien.

- Quand il s'agit de la guerre, les Etats-Unis n'ont plus de parti d'opposition. Les Démocrates pensent qu'ils ne peuvent pas contester Bush sur les enjeux de sécurité nationale. Et, de fait, ils n'ont pas de conception alternative en politique étrangère et en ce qui concerne la sécurité nationale. Cela s'est empiré avec le pouvoir croissant qu'a pris la présidence dans la gestion de la politique étrangère.

- De nombreuses personnes sont déroutées par ce que la démocratie signifie et comment elle s'accomplit. La politique étrangère des Etats-Unis utilise « la défense de la démocratie » comme une excuse pour intervenir afin d'obtenir le contrôle des ressources et une influence stratégique au Proche-Orient. Dans le même temps, les Etats-Unis n'ont aucun problème à soutenir des dictatures dans des pays où cela convient aux intérêts américains – comme par exemple au Koweït, en Arabie Saoudite et en Ouzbékistan. Une large portion du public américain n'est pas consciente de cette hypocrisie et prend donc pour argent comptant la rhétorique de « la défense de la démocratie ». Ces problèmes sont si profondément enracinés dans le système politique américain et dans l'économie politique des médias de masse que seules des solutions à long-terme peuvent apporter les changements fondamentaux nécessaires. Sur le long-terme, nous devons travailler pour que des

changements interviennent dans le financement des campagnes et dans le système électoral pour accroître les chances des opinions divergentes et pour empêcher les échanges entre les partis secondaires tierces et les Démocrates. Nous avons besoin d'autres sources principales d'informations. Le programme radio « Démocratie maintenant » est formidable mais trop radical pour plaire à la majorité des américains. L'idée de MoveOn Media Corps d'exiger des médias de masse la diffusion de reportages justes et le respect des normes basiques du journalisme est importante mais ne transformera pas les médias d'information américains de la façon nécessaire. Nous avons besoin de plus de groupes de réflexion et de conceptions plus cohérentes de la politique étrangère pour contrer les élites néoconservatives et pour convaincre le public américain que «la défense de la démocratie » ne justifie pas de tuer des innocents. La proposition d'une «Action Globale pour Empêcher la Guerre » est une stratégie prometteuse à long-terme pour la mise en effet de l'exigence politique de paix. Ces stratégies à long-terme sont nécessaires mais, dans la situation présente, nous avons également besoin d'approches à plus court terme. Nous proposons la liste suivante d'idées pour un début, afin d'entamer le débat.

- Prenez garde à la désobéissance civile. Il ne fait aucun doute que la désobéissance civile pour protester contre une guerre illégale est légitime du point de vue moral et souvent stratégique et nécessaire. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il s'agit de la stratégie la plus efficace à utiliser sur le moment. Plusieurs auteurs ont suggéré que puisque la vaste majorité du public américain soutient la guerre, la désobéissance civile peut rendre de potentiels supporteurs hostiles à notre cause.

- Ayez un message clair. Même quand un mouvement est capable d'attirer l'attention publique et d'influencer l'actualité, aux niveaux local, national ou international, il ne sera jamais capable de transmettre un message long et complexe. Associer toutes sortes de griefs à l'appel à la paix donne la possibilité aux médias de dépeindre le mouvement comme dépourvu de message clair.

- Commencez à travailler sur un ordre du jour positif. A longue échéance, il ne suffit pas d'être contre la guerre. Le mouvement pour la paix doit aborder les deux aspects pour résoudre les conflits de manière non violente et les causes sous-jacentes de la guerre. Alors que le mouvement global pour la justice pourrait reprendre le second point, le mouvement pour la paix devrait supporter des initiatives comme l'« Action Globale pour Empêcher la Guerre ».

- Dépassez les divisions. La guerre a la capacité d'unifier des groupes qui ont traditionnellement été divisés aux Etats-Unis. Parce que la guerre ne bénéficie qu'à une petite élite, il y a là une grande possibilité de pouvoir construire un mouvement fort dépassant les distances, les races, les classes et les ethnies. Une des stratégies pourrait être le soutien à un "Eté de Paix" pour éduquer les gens à construire ainsi une résistance populaire à la guerre. Par exemple, l'Union des Droits au Bonheur de Kensington (Kensington Welfare Rights Union) appelle, cet été, à une Marche des Pauvres pour les Droits Economiques de l'Homme afin de continuer là où Martin Luther King s'était arrêté quand il fut tué dans la construction d'un mouvement unifié pour la paix et contre les guerres des Etats-Unis.

- Soyez prompts : un des résultats des protestations récentes pour la paix est qu'elles ont commencé et ont pris une importance considérable longtemps avant que la guerre ne commence. La prochaine fois, nous devons être encore plus prompts. Nous pourrions emporter le plus grand succès aux Etats-Unis si nous ciblons le Congrès qui s'apprête maintenant à s'opposer à de nouvelles résolutions de guerre. En reconnaissant que nos représentants élus pourraient ne pas nous écouter et que faire pression pourrait être l'une des nombreuses activités nécessaires, nous devrions commencer très tôt à faire pression sur nos Sénateurs et nos membres du Congrès pour leur signifier que l'attaque d'autres nations serait dévastatrice.

- Soyez les médias : les corporations de médias sont concentrées en trois réseaux principaux qui sont détenus par nombre de ces mêmes corporations auxquelles profitent les guerres. Le mouvement actuel a tiré profit d'Internet, au travers des serveurs de listes et d'Indymedia, mais nos autres médias doivent atteindre un public de masse, pas uniquement ceux qui ont facilement accès aux ordinateurs. De ce fait, des techniques plus traditionnelles de distribution de tracts et de travail systématique au porte à porte pourraient être plus efficaces pour atteindre des gens que nous n'avons pas pu atteindre dans le passé.

- Soyez internationaux : de toutes les manifestations, celles du 15 février ont eu le plus fort impact pas uniquement du fait du nombre soudain de manifestants mais aussi parce que les manifestations se sont déroulées dans plus de 600 villes dans le monde.

- N'oubliez pas le peuple Irakien. Le mouvement pour la paix devrait œuvrer particulièrement pour empêcher les Etats-Unis d'exercer un pouvoir colonial en Irak et pour que les Irakiens ne soient pas trahis et oubliés comme l'ont été les Afghans. Etablir la stabilité et finalement la démocratie en Irak veut au moins dire remplacer les forces américaines et britanniques par des forces de maintien de la paix des Nations Unies, permettre aux Nations Unies de prendre la direction et travailler à une solution d'accord avec les nations voisines, en particulier la Syrie, l'Iran et la Turquie. Et cela veut dire empêcher l'administration Bush de transformer l'Irak en leur économie de rêve : complètement privatisée, détenue par des puissances étrangères et offerte aux affaires. Il serait scandaleux que les décisions économiques majeures soient prises par les forces

occupantes avant que les Irakiens soient libres de choisir leur propre gouvernement.

- Reconnaissez le travail émotionnel que nous avons à faire : nous devons reconnaître qu'une énorme partie de notre travail consiste à nous opposer à la désolation et au désespoir dont nous bombardent les principaux médias de masse. La peur est une des armes les plus puissantes de ceux à qui bénéficie la guerre. Cela signifie qu'une véritable partie du travail de notre mouvement consiste à rassembler les gens, à les aider à prendre conscience qu'ils ne sont pas seuls, à écouter nos peurs et nos doutes respectifs et à nous soutenir mutuellement pour penser clairement aux moyens de travailler ensemble.

Contact pour cet article. f.kolb@attac.org

Chronique de la mort d'un travailleur

Par Anne Chanfreau. Militante argentine d'Attac résidant à Madrid
Traduction. Jean Héon. Coorditrad traducteurs bénévoles (*)

Madrid, le 9 avril 2003, 12 h, midi, rue Serrano, ambassade des États-Unis, silence, les caméras en attente, des applaudissements, des cris, Assasins! On pleure, on s'étreint, la photo de José Couso -journaliste espagnol tué hier à Bagdad par le tir d'un tank américain- collée à la poitrine de ses compagnes et compagnons, les caméras sont sur le sol dans une grande ronde, des cercles où nous pouvons tous nous voir, des photos, les policiers, beaucoup de policiers, qui regardaient, sans plus, qui riaient parfois (de nervosité?), une dame de 70 ans qui s'écrie: "J'ai tellement mal, ce pays, cette guerre, un jeune homme qui avait de jeunes enfants, c'est inadmissible! J'en ai marre de devoir m'habituer."

Des cris, pas des cantiques, " cette ambassade est souillée par le sang", États-Unis, états assasins", "salauds", "cette ambassade doit être fermée".

Des tracts ont été distribués sur lesquels on pouvait lire: "MORT AUX ASSASINS". Nous les brandissons en direction de l'ambassade qui héberge les émissaires de l'invasion sauvage, nous les brandissons pour qu' ils sachent que nous sommes là, que nous allons faire tout ce que nous pouvons, chacun de nous où que nous soyons, pour qu'il comprennent que nous n'oublierons pas, la mémoire est ce que nous avons pour lutter, nous les affronterons, nous n'attendrons pas la sortie de leur premier film qui nous racontera comment ils ont triomphalement libéré un pauvre peuble soumis, sans démocratie, pour lui enlever son pétrole, sa culture, ses enfants, ses pères, ses mères, son identité, comme ils l'ont fait en Amérique Latine, comment ils l'ont désarmé, pour imposer leur style de vie, occidental et chrétien -ça vous dit quelque chose?- pour le sauver de la barbarie et ensuite pour l'arracher aux griffes d'un autre axe du mal, nous ne voulons pas voir de ce genre de "movies", nous devons réagir avant, nous ne voulons plus de mains assasines.

Comme me disait un ami madrilène, le capitalisme est finalement arrivé à l'étape qu'il souhaitait: l'étape militaire. Ils sont maintenant prêts et ça va continuer. Qui sera la prochaine victime? Les plans sont prêts? Les masques sont astiqués?

Oui, mesdames et messieurs, eux, ils veulent le pouvoir absolu, enfin, un peu pour la Grande Bretagne et des miettes pour l'Espagne, et ils vont décider de votre futur, de celui de vos enfants et ainsi de suite.

Une autre chronique, de Madrid, les unes de vos quotidiens pleurent la mort d'un collègue mort au travail, la caméra au bras, empêché de faire son devoir. Le Pentagone a déclaré qu'il avait émis un avis à l'effet que l' hôtel -l'hôtel où a eu lieu le bombardement- était considéré comme "objectif militaire possible". Ainsi s'est terminée la vie de deux personnes, pas plus qu'un "objectif militaire".

Triste, très triste.

Grano de Arena 187 informativo@attac.org

L'Impérialisme français, maillon faible ou supplétif de l'impérialisme mondial ?

Par Gustave Massiah

Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde. Le fait est que la civilisation dite " européenne ", la civilisation " occidentale " telle que l'ont façonnée deux siècles de régime bourgeois est incapable de résoudre les deux problèmes majeurs auxquels son existence a donné naissance : le problème du prolétariat et le problème colonial(...) et plus loin il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer (...) le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent

Aimé CESAIRE, Discours sur le colonialisme, 1955

Pourquoi parler aujourd'hui de l'impérialisme français pour des militants engagés, en France, dans le mouvement citoyen mondial ?[1] D'abord parce qu'on ne peut pas renforcer le mouvement citoyen mondial sans prendre en charge nos responsabilités par rapport à notre propre impérialisme. Ensuite, le renforcement des luttes sociales implique la compréhension de la nature du système dominant en France. Enfin, l'impérialisme français peut nous servir d'analyseur

pour comprendre la double évolution : celle du rapport entre capitalisme et impérialisme, et celle du rapport entre les formations sociales nationales et les systèmes-mondes.

L'impérialisme français[2] se définit dans la recherche d'une stratégie internationale propre du capitalisme français. Il faut donc s'interroger sur l'évolution du capitalisme français, sur le rôle dans cette évolution de la dimension internationale. Quelle est la place du capitalisme français dans la mondialisation, dans le capitalisme mondial, directement ou à travers le capitalisme européen ? Il faut aussi apprécier l'évolution de la mondialisation en tant que système de domination et s'interroger sur la place de la France dans le système de domination mondiale. Quelle est la place de l'impérialisme français par rapport au système mondial, à l'Union Européenne, à l'unilatéralisme états-unien ?

Malheureusement, la notion d'impérialisme n'est pas à ranger dans le rayon des vieilles lunes. Même s'il y a des changements significatifs, il serait difficile d'analyser l'évolution et la situation actuelle s'en s'y référer. Nous faisons l'hypothèse qu'il est encore pertinent de parler d'impérialisme français. Dans son évolution, comment caractériser l'impérialisme français, comme maillon faible ou comme un simple supplétif de la chaîne impérialiste mondiale ?

Eléments historiques

Une approche historique est nécessaire pour comprendre l'impérialisme français et ce qui, à travers sa formation, le caractérise encore. Elle est indispensable pour éclairer les questions que nous nous posons aujourd'hui. Nous proposerons une périodisation qui croise trois approches : la place de l'impérialisme dans le capitalisme français, l'évolution du système international et de la mondialisation, les luttes et les stratégies anti-impérialistes. Cette périodisation s'organise autour d'une hypothèse : nous vivons une crise structurelle de l'impérialisme[3] qui s'inscrit dans la série des trois dernières grandes crises (celles de 1815-40, de 1850-70, 1914-18). Pour apprécier les avenirs possibles, il faut tenir compte des caractéristiques de cette crise, des capacités et des tendances naturelles du système à la surmonter. Nous insisterons dans cette brève approche sur la zone d'influence de la France, en Afrique.

Le colonialisme primitif caractérise la première phase de l'impérialisme français. La bourgeoisie française, comme les autres bourgeoisies européennes, se constitue sous l'Ancien Régime, pour une large part à l'aube du capitalisme, grâce au commerce lointain qui permet d'acquérir à vil prix, et souvent par la force, des produits locaux, agricoles et artisanaux, revendus très cher en France et de vendre au dessus de leur valeur des produits manufacturés français. Ce commerce débouche sur la création de comptoirs et la conquête de territoires. Le colonialisme prolonge ce commerce lointain. Les colonies au départ sont considérées pour la fourniture des esclaves et l'extraction brute des matières premières ; toute transformation doit être faite en France, Colbert quand il définit le pacte colonial précise que les colonies ne doivent rien produire, "pas même un clou ".

Dans ce colonialisme primitif, l'enrichissement rapide des bourgeoisies européennes n'entraîne pas de contradiction majeure à l'échelle internationale. Les structures sociales des pays colonisés ne sont pas entièrement détruites puisque le capitalisme en formation n'a pas atteint le stade de concentration, et de limitation des profits des marchés intérieurs, qui se traduira par l'exportation des marchandises puis celle des capitaux liée à la reproduction du mode de production capitaliste dans les colonies. Cette évolution du colonialisme primitif à des formes plus élaborées, qui se fera progressivement en Grande-Bretagne et dans les pays où le capitalisme est plus avancé, passera en France par une rupture économique et politique.

L'expansion coloniale française est plus le fait d'une caste militaire et d'une bureaucratie d'Etat qui ont besoin pour raffermir leur pouvoir en France de compenser par des opérations de prestige leurs défaites européennes. Jusqu'en 1914, le capitalisme français est un capitalisme de rentiers et de financiers plutôt que d'industriels et d'homme d'affaires. Ce capitalisme sera confronté à la nécessité de l'expansion extérieure pour exporter ses contradictions (chômage, baisse des taux de profit, saturation relative des marchés) bien plus tard qu'en Grande-Bretagne. Les profits substantiels du capitalisme colonial seront retirés par les marchands alliés aux militaires qui garantissent un domaine réservé ; les investisseurs coloniaux joueront un rôle marginal limité à quelques secteurs (coton, caoutchouc, huile, navigation maritime) et à certaines régions.

Les traits dominants de cette histoire caractériseront longtemps l'impérialisme français. L'importance des militaires, alliés aux marchands coloniaux, dans une expansion coloniale qui recherchera un prestige pour compenser les défaites économiques ou militaires de la France en Europe. Le rôle prépondérant de l'Etat dans l'organisation administrative des colonies, dans leur exploitation économique et dans la prise en charge directe des investissements coloniaux. L'importance prédominante des militaires et des fonctionnaires dans la société coloniale et dans les politiques coloniales, la reproduction de leurs privilèges devenant la justification principale des colonies. L'impérialisme français se présente comme un impérialisme politico-militaire, mercantile, usurier peu capable de rivaliser avec les puissances dominantes britannique et nord-américaine. Le colonialisme français encourage les tendances au sous-développement de l'économie française et masque l'affaiblissement de l'Etat français. Le taux de profit des entreprises coloniales et les monopoles commerciaux favorisent les secteurs marginaux de

l'économie permettant de différer l'adaptation à la concurrence internationale et de préférer la distribution des profits aux investissements productifs.

Les concurrences inter-impérialistes sont particulièrement fortes dans la deuxième phase et caractéristiques de la période d'industrialisation qui marque le Second Empire. Les fractions les plus modernistes du capital industriel et bancaire sont engagées dans les aventures extérieures, rappelons notamment les Saint-Simoniens et le canal de Suez. Après la guerre de 1914, le réajustement de l'économie mondiale au profit des Etats-Unis et l'éviction des investisseurs français des marchés russes et danubiens par la révolution soviétique vont se traduire par des réorientations majeures des flux de capitaux vers les colonies. L'importance des colonies dans l'économie française va se développer sans atteindre pour autant un rôle comparable à celui de l'Amérique Latine dans l'économie nord-américaine ou du Commonwealth dans l'économie britannique.

La première période, de 1917 à 1947, est celle de l'alliance entre les mouvements communistes et les mouvements de libération nationale ; cette alliance formalisée en 1920 au Congrès des peuples d'Orient à Bakou, sera confirmée au Congrès des peuples opprimés à Bruxelles en 1927. Cette période est marquée par l'ébranlement des empires coloniaux, les mouvements de population liés aux guerres. Elle est marquée par l'émergence des nouvelles formes d'organisation politiques et syndicales, par la montée d'un encadrement local dans les colonies et d'une intelligentsia qui s'autonomise. C'est aussi dans cette période que s'élabore le modèle keynésien, ou fordiste, social-libéral comme réponse à la révolution soviétique, aux luttes ouvrières, aux résistances dans les colonies et à la montée des fascismes.

La décolonisation va marquer la période 1947 à 1962. Elle commence pour l'Afrique par les massacres coloniaux dès 1945 à Sétif, en Algérie, puis en 1947 à Madagascar. C'est aussi la montée des fronts et des alliances, la naissance des partis proches du PCF, le basculement de larges fractions de la petite bourgeoisie et de la paysannerie dans les fronts de libération nationale. Les luttes de libération emblématiques sont celles de l'Indochine, de l'Algérie puis du Vietnam. La SFIO va sombrer dans le colonialisme avec l'Algérie et avec l'expédition de Suez contre l'Egypte nassérienne. Une nouvelle gauche va se former sur le refus de la colonisation, en alliance conflictuelle avec la PCF. En Afrique Noire, les luttes se radicalisent et les manifestations se succèdent. Les milieux africains en France sont en pleine ébullition. La FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire) participe aux luttes anti-coloniales. Une partie des dirigeants des futurs Etats africains font leurs classes dans les gouvernements et les assemblées de la IVème République ; les réseaux, gaullistes et autres, commencent à esquisser la fratrie de la “ Franc'Afrique ”. La mobilité est très grande ; Mitterrand pour créer son groupe de l'UDSR, détache Houphouët-Boigny du groupe parlementaire du PCF. Houphouët et Sékou Touré commencent à diverger bien avant le non au référendum de la Guinée. Les intellectuels africains sont mobilisés, autour des “ groupes de langues ” du PCF et des mouvements politiques africains mais aussi autour des revues et des libelles.

La modernisation gaulliste a été esquissée pendant la guerre. Elle tient compte de la nouvelle situation internationale définie par les accords de Yalta, à la guerre froide et à la décolonisation. Dans le camp occidental, les Etats-Unis ont conquis une position hégémonique. Ils ont subordonné les capitalismes émergents allemand et japonais, secondarisé les britanniques et marginalisé les autres. L'impérialisme français est confronté aux luttes de libération des peuples colonisés au Vietnam, au Maghreb, en Afrique et à Madagascar. Les massacres coloniaux n'y font rien et l'essentiel de la classe politique, dont la majeure partie de la social-démocratie, confrontée à une crise sociale majeure, perd son honneur à la traîne de la bourgeoisie coloniale et de sa fraction militaire.

Après 1962, l'industrialisation prioritaire et la modernisation sociale n'excluent pas le recours massif à une main d'œuvre immigrée. La société coloniale sans disparaître a évolué, fonctionnaires et militaires se sont mués en coopérants. Une nouvelle forme d'alliance avec des bourgeoisies locales en formation connaît des succès divers. L'impérialisme français prend des formes d'exploitation indirectes mettant l'accent sur des mécanismes financiers et des institutions financières. Le conflit majeur entre les fractions archaïques liées à la domination directe (bureaucratie coloniale, sociétés commerciales, plantations) et les fractions modernistes grande industrie, banques, entreprises minières et pétrolières) tourne à l'avantage de ces dernières. La bourgeoisie française tente de se doter d'une stratégie mondiale autonome ; elle tente de combiner une stratégie européenne et une stratégie néocoloniale. Mais, malgré quelques succès, les résultats ne sont guère probants ; les intérêts anciens restent pesants, les rentes coloniales alimentent les réseaux et la corruption grandissante dans la société française. L'influence française, en dehors de quelques succès d'estime ne convainc pas, elle reste cantonnée dans les déclarations velléitaires ; la diplomatie française finit toujours par se rallier au grand frère états-unien.

Les luttes sociales et idéologiques des années soixante-dix vont achever le rêve gaulliste d'une indépendance impériale. Pompidou redéfinit un impérialisme aux dimensions du capitalisme français. La coopération s'éloigne des objectifs à long terme pour privilégier la rentabilité immédiate des affaires. La concurrence commerciale et les exportations retrouvent une place prépondérante ; les ventes d'armes définissent la coopération militaire. Avec Giscard d'Estaing l'impérialisme français s'inscrit dans une dépendance acceptée. Le capitalisme français

recherche le soutien des capitalismes américains et ouest-allemands et des institutions internationales. Il n'hésite pas à faire intervenir ses troupes pour assurer la gendarmerie impérialiste dans sa zone.

La période de 1962 à 1977 pourrait être qualifiée comme celle du non-alignement. C'est une période d'intenses contradictions. Les nouveaux Etats ne sont pas stabilisés. C'est une période d'espoirs et d'initiatives. Des alliances considérées comme progressistes, mêlant des militaires, des syndicalistes, des secteurs des petites bourgeoisies, intellectuels et fonctionnaires accèdent au pouvoir. En Guinée, au Ghana, au Mali, au Sénégal, en Tanzanie, au Congo pour citer des équipes se réfèrent à un modèle de développement d'indépendance nationale. Leur échec sera lié à des causes multiples. Elles sont bien sûr confrontées à la déstabilisation et aux coups d'état suscités par les puissances pas si anciennement coloniales. Mais, il ne faut pas oublier les erreurs internes. Ces équipes sous-estiment la paysannerie et l'importance des pouvoirs traditionnels ; elles ignorent superbement les libertés et la démocratie. Deux ans avant sa mort, un des sages de l'Afrique, Nyerere considérait que sa principale erreur était d'avoir théorisé le parti unique pour l'Afrique. Alors que le non alignement marque des points au niveau international, en Asie avec la défaite américaine au Vietnam, et avec les deux chocs pétroliers de 73 et 77, la décolonisation africaine est en pleine crise. L'Afrique australe et les pays lusophones sont toujours colonisés, le Congo de Lumumba est ravagé, la guerre du Biafra met en place les nouvelles représentations des conflits ethniques. En France, il y a de nombreux facteurs nouveaux. Le conflit sino-soviétique se traduit particulièrement dans la FEANF ; une immigration ouvrière africaine se développe ; les coopérants permettent la mise en place des nouveaux régimes. En 1968, il y n'a pas eu que la France, il y a eu aussi les mouvements au Mexique, au Sénégal, en Côte d'Ivoire ; sans oublier le mouvement de la jeunesse américaine pour la paix au Vietnam. Une nouvelle génération de cadres africains va se former dans le mouvement des années soixante-dix.

Nombreux sont ceux qui n'ont pas partagé l'euphorie de cette période qui a suivi les indépendances. Parmi d'autres, la lutte armée de l'UPC et l'engagement direct de la France dans la répression les ont alertés. Ils ne sont pas attirés par les mirages du pouvoir et voient avec effarement la course aux postes et les reniements. Mongo Beti, par exemple, dédie un de ses livres à un des nouveaux militants, " A Diop Blondin, … assassiné dans les geôles d'un dynaste d'Afrique. Afrique marâtre trop fertile en tyrans mercenaires ". Une revue comme PNPA, de 1978 à 1991, inlassablement, est venue rappeler dans les périodes les plus noires, que l'Afrique continuait de résister. Elle répondait à l'outrance de la domination, du mépris par l'indignation et la colère.

La reconquête néolibérale, de 1977 à 1995, s'appuie sur la crise de la décolonisation. Celle-ci trouve ses fondements dans la domination renouvelée par le Nord et la nature de l'économie mondiale, l'échec des régimes issus de la décolonisation, l'échec de la construction de ce que Samir Amin appelle le soviétisme. Elle s'appuie sur une gestion agressive et criminelle de la crise de la dette. Le front des non-alignés s'est effondré et, une dizaine d'années après, en 1989, c'est au tour de l'Union Soviétique. La mondialisation se traduit par l'ajustement de chaque société au marché mondial ; par la montée des inégalités entre le Nord et le Sud et dans chaque pays, par la précarisation dans les sociétés du Nord et le développement de la pauvreté dans les pays du Sud. La reprise en mains n'est pas seulement économique, elle est aussi militaire. La France, surtout giscardienne, s'est fait une spécialité de l'envoi de ses parachutistes pour soutenir les régimes en danger. En Afrique même, les indépendances des colonies portugaises et de l'Afrique Australe ouvrent de nouvelles perspectives. La victoire de l'ANC en Afrique du Sud, en 1993, met fin à la colonisation dans le continent et ouvre une nouvelle période. Mais, les tentatives de démocratisation s'enlisent, les guerres se multiplient ; le génocide au Rwanda montre jusqu'où peuvent entraîner les manipulations des représentations ethniques. L'embrasement de l'Afrique des grands lacs déstabilise le continent. Une image d'une Afrique marginalisée et à la dérive s'impose dans les représentations internationales ; on en saisit mal les tenants et les aboutissants. L'Union Européenne a subordonné ses rapports avec l'Afrique à l'ouverture à l'Europe de l'Est d'une part, et à la logique de l'Organisation Mondiale du Commerce de l'autre. En France même, la victoire de la gauche en 1981 avait donné quelques espoirs alimentés par les discours de Cancun sur le Sud. Mais il a fallu se rendre à l'évidence, la continuité des intérêts et des réseaux a vite repris le dessus, et les déclarations de La Baule sur la démocratisation n'ont même pas pu, après une décennie de déconvenues, raviver les illusions. La manière dont sont traités les sans-papiers, les délivrances de visas, les " normalisations " des foyers a malheureusement montré à quel point la France, dans son rapport à l'Afrique, reste marquée par sa culture coloniale.

La gauche sous ses différentes configurations, après quelques essais infructueux, se coule dans le moule de l'impérialisme français et en défend farouchement les avantages supposés. Elle ne remet pas en cause le rapport entre capitalisme français et impérialisme, elle adapte sa politique aux deux changements d'échelle avec le capitalisme européen et le capitalisme mondial. Elle banalise et légitime un système honteux. Penser que dans l'affaire Elf en France, on a beaucoup glosé sur les bottines de Roland Dumas mais que l'on a considéré que la question du rôle d'Elf en Afrique ne devait pas être abordé, est proprement scandaleux.

Eléments problématiques

Les prélèvements impérialistes[4] servent à compenser les effets tendanciels de la baisse des taux de profit et à diminuer la pression des affrontements sociaux sur le

partage de la plus-value. Ils servent à financer des alliances de classes. Ils se traduisent par des arbitrages entre les fractions de la bourgeoisie, et par le financement de compensations pour les classes moyennes et une partie des couches populaires. Il n'est pas facile d'apprécier ces prélèvements. Le CEDETIM avait tenté, en 1977, une estimation. Il estimait alors que les surprofits impérialistes représentaient pour la France environ 20% de l'accumulation annuelle de capital productif. Leurs effets sont considérables sur les équilibres entre les fractions du capitalisme français et sur les rapports entre capitalisme français, européen et mondial. Ils ont joué un rôle déterminant dans la " paix sociale " pendant la période des trente glorieuses pour financer l'Etat-providence à la française. Ces surprofits sont aujourd'hui socialisés dans le capitalisme mondial, ils sont directement liés à la structure du commerce mondial. Il est probable que la part qu'en retire le capitalisme français reste très importante, même si elle a relativement baissé, par rapport aux autres capitalismes, américains, japonais, allemands et même aux capitalismes émergents du Sud.

Les sources de surprofits méritent d'être précisées. La première est la sous-estimation des importations, particulièrement celle des matières premières ; elle provient des conditions de reproduction de la main d'œuvre dans les pays à bas revenus et du contrôle des ressources par la domination politique et militaire ; elle représentait, pour la France, plus de la moitié des surprofits. La surfacturation des produits exportés est plus faible pour la France, bien que certains marchés restent protégés, mais le développement du commerce intra-européen et la concurrence mondiale ont réduit cette source de gains qui représentait environ 10% des prélèvements. Bien que le monopole de fait sur les technologies introduit des surprofits de fait dont les brevets, abusivement nommés droits de propriété intellectuelle, ne donnent qu'une faible idée. Le montant des profits rapatriés représentait plus de 20% des surprofits ; sans compter l'accroissement considérable de valeur des actifs locaux et les remboursements indus de dette qui en font aussi partie. Pour illustrer cette situation, rappelons que les bénéfices de TOTAL en 2001 sont de 7,7 milliards d'euros, supérieurs à eux seuls à toute l' " aide publique au développement " française. Il faut aussi souligner les profits tirés de la main d'œuvre immigrée, particulièrement dans l'économie des coûts de formation initiale. L'exode des cerveaux joue un rôle de plus en plus important dans cette évolution.

L'internationalisation des grandes entreprises françaises est une des principales modalités d'intervention de l'impérialisme français. Les grandes entreprises françaises tirent leur profit du commerce mondial et de l'échange inégal. Les principales sont : TOTAL-ELF dans le pétrole, IMETAL dans le Nickel, les métaux non ferreux et l'uranium, PECHINEY dans l'aluminium, AVENTIS groupe pharmaceutique mondial, AIR LIQUIDE dans le gaz liquéfié, SAINT GOBAIN dans le verre et l'isolation, PSA et RENAULT dans l'automobile, MICHELIN dans les pneumatiques, LAFARGE dans le ciment, BOUYGUES dans les TP, LVMH dans le luxe, L'OREAL dans les cosmétiques, CARREFOUR et PPR dans la distribution. Enfin, il ne faut pas oublier les banques BNP-PARIBAS, SOCIETE GENERALE et CREDIT AGRICOLE et les assureurs AXA, AGF (ALLIANZ) et GROUPAMA. Dans les nouveaux arrivants, il y a les rentiers des services publics : VIVENDI-ENVIRONNEMENT, SUEZ, EDF et France Télécom.

Les ventes d'armes sont un des secteurs essentiels d'intervention qui joue un rôle majeur dans la balance commerciale française et bénéficie de l'aide directe de l'Etat, à travers notamment la coopération militaire. La France a une longue tradition de marchand d'armes et même de trafiquant d'armes[5]. On peut parler de ce point de vue d'un véritable complexe militaro-industriel français. Son importance est illustrée par la réussite des groupes DASSAULT et EADS –LAGARDERE, ce dernier a de plus réussi à contrôler l'édition et une partie des médias.

Le réaménagement structurel du capitalisme français est directement lié à la phase actuelle de la mondialisation. Comme ailleurs, la victoire du capital financier et le pouvoir grandissant des actionnaires accentuent une contre-offensive sociale remettant en cause le statut salarial et se traduit par une explosion des profits. Le réaménagement interne repose sur les secteurs rentiers (matières premières et pétrole, armes, eau) dans lesquels l'internationalisation et les surplus impérialistes jouent un rôle majeur. L'exportation joue le rôle de stabilisation mais dégage moins de surprofit, du fait de la concurrence ; le capitalisme français se fait violence pour investir ailleurs, comme par exemple Renault au Japon. Le cœur financier du capitalisme français est en restructuration constante autour des assurances et des banques. Les armes et les rentes (pétrole et eau) alimentent la corruption, permettent le contrôle des médias et assurent leurs emprises dans les allées du pouvoir. La bataille pour les liquidités entraîne des restructurations sauvages et favorise les " tycoons " (entendons les pirates) qui dans des niches, comme le luxe et la distribution, s'assurent des taux de profits élevés liés à leur faible intensité capitalistique. Le capitalisme français connaît quelques succès mais accroît sa fragilité. Le prix d'entrée dans le marché mondial, l'ouverture du marché français, l'oblige à des privatisations qui réduisent sa stabilité. L'élargissement du marché des capitaux l'amène à imposer les fonds de pension et à s'engager dans un affrontement douteux sur les retraites. La dernière période a été marquée par la volonté de restreindre le poids de la bourgeoisie étatique, accompagnant la fusion entre l'Etat et les oligopoles. Le ralliement des cadres supérieurs, à travers notamment les " stock-options " et l'affaiblissement du poids de la bourgeoisie étatique dans les alliances risque de lui aliéner les couches moyennes.

Les colonies françaises n'ont pas toutes disparues. Les confettis de l'empire ont été pacifiés par le contrôle direct, l'assistanat, l'émigration massive, une politique d'établissement dans l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les administrations. Ils ont été transformés en sociétés improductives, coupées de leur environnements régionaux géoculturels. Régulièrement toutefois, en Nouvelle Calédonie, dans les Antilles, en Guyane, les luttes viennent rappeler le caractère toujours actuel de la situation coloniale.

La coopération joue, globalement, un rôle majeur dans l'extension du capitalisme dans les pays du Sud, dans le soutien aux régimes les plus contestables, dans le maintien et la reproduction de l'influence française. Comme le disait Mongo Beti, " que la France défende ses intérêts c'est normal, qu'elle cherche à tirer parti de son influence, pourquoi pas, ce que nous ne supportons pas c'est l'hypocrisie et de prétendre que c'est pour notre bien. Si la France veut aider l'Afrique, qu'elle laisse les Africains tranquilles. "

Le rôle de la France dans les organisations internationales lui donne des responsabilités écrasantes, par exemple au FMI et à la Banque mondiale. Pendant quatorze ans le directeur du FMI, a été par deux fois, l'ancien directeur du Trésor en France. On ne peut pas dire qu'il était contraint d'appliquer cette politique contre son gré, la France a donc défendu, soutenu, mis en place des politiques ultra-libérales. Elle continue à jouer un rôle qui va au-delà, en influence, de son poids financier dans ces institutions, directement et à travers l'Europe qui est l'actionnaire principal du FMI.

Le rôle de l'impérialisme est tout autant idéologique. Dans la grande communion du nationalisme français, les colonies ont toujours joué un rôle déterminant. Dans la construction de l'unité française, les trois jules de la Troisième République (Fabre, Simon et Ferry), se sont partagés : l'armée, les colonies, l'éducation ; toutes trois obligatoires ! Rappelons-nous aussi les visions racistes de Renan, pourtant défenseur d'une vision ouverte de la Nation, et les appels haineux de Jules Guesde contre les immigrés italiens. Voici un héritage exacerbé par les guerres en Indochine et en Algérie, que l'on retrouve dans le racisme bien présent, et toujours alimenté, qui englobe les immigrés, les musulmans, les noirs, et qui n'a garde d'oublier les juifs.

La perspective mondiale et européenne n'annule pas la spécificité de l'impérialisme français. Il y a une continuité et des éléments nouveaux. La mondialisation est clairement capitaliste, et le capitalisme a toujours été mondial. Avant Rosa Luxembourg, Lénine et Fernand Braudel, Karl Marx écrivait : La véritable mission de la société bourgeoise, c'est de créer le marché mondial, du moins dans ses grandes lignes, ainsi qu'une production conditionnée par le marché mondial. Comme le monde est rond, cette mission semble achevée depuis la décolonisation de la Californie et de l'Australie et l'ouverture du Japon et de la Chine. [6] Le capitalisme français joue sa carte propre mais tente aussi de passer par le capitalisme européen pour organiser le capitalisme mondial et y négocier de meilleures positions. C'est le sens de la politique de l'Union Européenne, particulièrement de l'action de Pascal Lamy, dans les négociations de l'OMC. La négociation porte par rapport aux Etats-Unis en réaffirmant la référence cardinale à la prééminence du marché mondial et à la concurrence, en cherchant à faire passer des règles acceptables par les Etats-Unis, en gardant le contact avec les zones émergentes (Inde, Afrique du Sud, Brésil, Chine) mais sans jamais rompre avec le grand frère américain. Le capitalisme français a échoué à aller plus loin dans le capitalisme européen, soit en obtenant un domaine réservé, soit en faisant partager certains investissements sauf dans l'armement où émergent des groupes pan-européens. Sa tentative pour faire prendre en charge par l'Union Européenne sa zone d'influence directe n'a pas résisté à la libéralisation capitaliste à l'est de l'Europe.

L'impérialisme français s'inscrit dans un système international et une chaîne impérialiste. Ce système ne se réduit pas à l'économique. La forme empire est un des modes d'organisation des systèmes-mondes et n'est pas simplement le stade suprême du capitalisme. Le rapport entre la France, l'Europe et les Etats-Unis ne se déduit pas linéairement des rapports entre les capitalismes français, européen et états-uniens. Quelle est la nature de l'hégémonie américaine, la signification de l'unilatéralisme américain. Immanuel Wallerstein [7] propose de considérer que les Etats-Unis ont perdu l'hégémonie économique et l'hégémonie idéologique ; il ne conserverait que l'hégémonie militaire ce qui est le propre des empires en déclin et qui rend encore plus grands les dangers de guerres. Dans cette situation, l'impérialisme français occupe sa place et tient son rang, il veille à l'évolution de sa zone d'influence. La question est posée au niveau de l'Europe. L'Europe est partie prenante de l'impérialisme mondial, notamment dans la part qu'elle prend dans la structuration du commerce mondial et des avantages qu'elle en retire. Même s'il existe des mécanismes convergents, il n'y a pas pour autant un impérialisme européen spécifiquement constitué et différencié des impérialismes nationaux, une stratégie internationale du capitalisme européen, une zone d'influence européenne, un statut de puissance. Plusieurs conceptions sont envisageables : une section européenne d'un impérialisme mondialisé fermement dirigé par les Etats-Unis ; un impérialisme européen assumant plus clairement une position concurrentielle par rapport à l'hégémonie américaine ; une Europe ouverte préfigurant une nouvelle perspective de région géoculturelle défendant une approche d'un système mondial fondé sur des avancées du droit international et un rééquilibre dans les rapports Nord-Sud.

L'avenir reste ouvert, même si la situation et les choix actuels ne conduisent guère à l'optimisme. La montée en puissance d'un mouvement social et citoyen européen, initié avec le processus des forums sociaux

européens, sera-t-elle suffisante pour compenser l'inertie institutionnelle qui à travers diverses déclinaisons, reste marquée par la vision d'un système-monde caractérisé par des formes de domination et d'impérialisme ? Pour le mouvement citoyen, et plus particulièrement en France, une stratégie d'émancipation doit s'engager dans trois directions : soutenir les forces sociales et citoyennes qui remettent en cause les rapports de domination dans leurs sociétés ; remettre en cause les mécanismes qui dans le système mondial reproduisent les rapports de domination ; lutter contre tout ce qui, dans la société française, conforte la domination extérieure et s'appuie sur ces mécanismes de domination pour renforcer les inégalités, les discriminations, les exploitations dans la société française. Nous n'oublions pas qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ; c'est le fondement de la solidarité internationale.

Contact pour cet article. Julien.aitec@globenet.org

Notes

[1] Une version abrégée de ce texte est publiée dans le " numéro spécial sur l'impérialisme " des Cahiers de Critique Communiste (février 2003)

[2] CEDETIM, L'impérialisme français, Editions Maspéro, 1980.

On trouvera dans ce livre les principales références au débat sur l'impérialisme français ; des travaux sont en cours au sein du CEDETIM pour les actualiser et les renouveler

[3] Samir Amin, Alexandre Faire, Gustave Massiah, Mahmoud Hussein, La Crise de l'Impérialisme, Editions de Minuit, 1979

[4] Cedetim, L'impérialisme français, Editions Maspéro, 1980

[5] C.I.I.C.A.N., Les trafics d'armes de la France, Editions Maspéro, 1977

[6] Karl Marx à Friedrich Engels, le 8 octobre 1858.

[7] Immanuel Wallerstein, Le capitalisme historique, Editions La Découverte, 1998

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 16-04-2003 >> 23-04-2003

http://attac.org/rdv/index.html

16/04

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck + Attnang
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Epinal + Grenoble + Saintes + Paris 10

17/04

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
La Rochelle + Rennes + Paris 18 + St Quentin la Poterie + Ars sur Moselle + Joeuf + Marly

18/04

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras + Ars sur Moselle + Joeuf + Marly

19/04

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Brest + Ars sur Moselle + Joeuf + Marly + Lyon + Cergy Pontoise

20/04

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Ars sur Moselle + Joeuf + Marly

21/04

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Ars sur Moselle + Joeuf + Marly + Chateaubriant

22/04

DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Lyon + Macon
SVERIGE : http://www.attac.nu/index.php?sc=340,1
Uppsala Social Forum

23/04

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Rennes
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne